



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Travaux de construction d'un espace jeunes et d'un local associatif

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure adaptée en application des articles L 2123.1.1, R 2123.1.1, R 2123.4, R 2123.5 et R2131.12.2 du code de la commande publique

Date limite de remise des offres :

Mercredi 4 juin 2025 à 12h00

Table des matières

1.	ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
2.	ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
3.	ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
3.1.	Mode de passation du marché	3
3.2.	Décomposition en tranches.....	3
3.3.	Allotissement.....	3
3.4.	Variantes	4
3.5.	Nature de l’attributaire	4
3.6.	Modalités de financement du (des) marché(s).....	4
3.7.	Durée du marché.....	4
4.	ARTICLE 4 – MODALITES DE LA CONSULTATION	4
4.1.	Contenu du dossier de consultation.....	4
4.2.	Déroulement de la procédure	5
4.3.	Validité des offres.....	8
5.	ARTICLE 5 - CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	8
5.1.	Conditions générales de transmission des offres	8
5.2.	Langue.....	9
5.3.	Unité Monétaire.....	9
5.4.	Signature	9
6.	ARTICLE 6 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
6.1.	Présentation des candidatures	10
6.2.	Présentation des offres	11
7.	ARTICLE 7 - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	12
8.	ARTICLE 8 - DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES	14
9.	ARTICLE 9 – MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION	14
10.	ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
11.	ARTICLE 11 – PROCEDURES DE RECOURS	14

1. ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Commune de Nouvoitou
Mairie - 3 place de l'Eglise – 35 410 NOUVOITOU
Tel : 02 99 37 42 71

2. ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux de construction d'un espace jeunes, comprenant plusieurs espaces (lieu de vie, multimédia, espace bricolage...) et d'un local de réunion et d'activités associatives dans l'enceinte du parc des sports, promenade Henri Verger, à Nouvoitou (35.410), à partir d'une structure de locaux modulaires préfabriqués. Le bâtiment présentera une superficie totale de 250 m² environ.

3. ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

La présente consultation est organisée suivant la procédure adaptée décrite ci-après, régie par les dispositions des articles L 2123.1.1, R 2123.1.1, R 2123.4, R 2123.5 et R2131.12.2 du code de la commande publique.

3.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES

Sans objet

3.3. ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti et comprend les 10 lots suivants :

LOT 1	TERRASSEMENT – MACONNERIE – VRD
LOT 2	BATIMENT MODULAIRE PREFABRIQUE
LOT 3	ISOLATION EXTERIEURE, ETANCHEITE
LOT 4	CHARPENTE BOIS - COUVERTURE METALLIQUE

LOT 5	PLATRERIE - ISOLATION
LOT 6	MENUISERIE INTERIEURE
LOT 7	REVETEMENTS DE SOL SOUPLES
LOT 8	PEINTURE, NETTOYAGE
LOT 9	CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE
LOT 10	ELECTRICITE

3.4. VARIANTES

La présentation de variantes à l'initiative des candidats n'est pas autorisée.

3.5. NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise individuelle ;
- soit avec un groupement d'entreprises, constitué dès la remise des offres. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de ses cotraitants.

3.6. MODALITES DE FINANCEMENT DU (DES) MARCHE(S)

Le marché faisant l'objet de la consultation sera financé par la commune de Nouvoitou au moyen de ses ressources propres, de subventions et du fonds métropolitain de transition écologique et de soutien à l'investissement communal.

3.7. DUREE DU MARCHE

Période de préparation :	1 mois
Délai d'exécution des travaux :	3 mois, hors congés

4. ARTICLE 4 – MODALITES DE LA CONSULTATION

4.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- l'avis de marché
- le présent règlement de la consultation (R.C.)
- l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, en particulier :
 - les documents graphiques relatifs au projet (plans, façades, coupes...)
 - Les plans des réseaux identifiés dans le cadre de la Déclaration de Travaux
 - le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
 - l'étude géotechnique
 - le Rapport Initial de Contrôle Technique
 - le PGCSPPS
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire

Observations :

- les candidats signaleront au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans les documents précités.
- Les candidats ne sont pas autorisés à apporter de modifications ou de compléments au CCAP ou au CCTP.
- La réponse du candidat tiendra compte de la réglementation en vigueur et des normes applicables.

4.2. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

La procédure de consultation comprendra les étapes suivantes :

4.2.1. - Publicité

L'avis de marché relatif à la présente consultation a été mis en ligne et est téléchargeable sur le profil d'acheteur de la commune de Nouvoitou : <https://www.megalis.bretagne.bzh>. Cet avis a également fait l'objet d'une parution dans le journal d'annonces légal 'Ouest France' (édition d'Ille et Vilaine).

4.2.2. – Retrait du dossier de consultation

Le retrait du dossier de consultation ne pourra s'effectuer que par téléchargement sur le profil d'acheteur de la collectivité : <https://www.megalis.bretagne.bzh>. Le candidat est libre de s'identifier lors du retrait du dossier de consultation, mais il est invité à renseigner ses coordonnées. Ceci lui permettra d'être destinataire de toute précision ou modification qui pourraient être apportées au dossier postérieurement à son téléchargement.

4.2.3. - Visite facultative

Les candidats sont invités à se rendre sur site, préalablement à la remise de leur offre, afin de leur permettre d'appréhender les éventuelles spécificités du chantier et d'optimiser leur proposition. Il est précisé que cette visite de site revêt un caractère facultatif. Le titulaire sera toutefois réputé avoir une

parfaite connaissance du site et ne pourra se prévaloir d'une connaissance insuffisante des lieux pour manquer à ses obligations.

4.2.4. - Remise des offres

Les offres seront exclusivement soumises au pouvoir adjudicateur par voie électronique, et déposées sur le profil d'acheteur de la collectivité : <https://www.megalis.bretagne.bzh>. Seules les offres reçues dans le délai imparti par le présent règlement de la consultation seront analysées.

4.2.5. - Examen des candidatures

Les candidatures soumises au pouvoir adjudicateur dans le délai imparti feront l'objet d'un examen qui déterminera leur recevabilité au regard des capacités techniques et financières nécessaires à l'exécution des missions faisant l'objet du marché.

Le candidat produira, à cet effet :

- Les renseignements qualifiant la situation juridique de l'entreprise :
 - une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 excluant l'opérateur de toute procédure de passation de marché public
 - une attestation relative au respect des dispositions concernant emploi de travailleurs handicapés mentionnée aux articles L 5212.1 à L 5212-11 du code du travail
 - une copie du ou des jugements prononcés lorsque le candidat est en situation de redressement judiciaire ;
- Les renseignements qualifiant la capacité économique et financière de l'entreprise :
 - Une déclaration précisant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - Les attestations d'assurance relatives aux risques professionnels (responsabilité civile et garantie décennale).
 - Les attestations de régularité fiscales et sociales de l'entreprise
- Les renseignements attestant des capacités techniques de l'entreprise :
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
 - Une liste de travaux exécutés au cours des cinq dernières années dans le cadre d'opérations de même nature ou de nature équivalente à celle faisant l'objet de la présente consultation, en précisant l'objet, le lieu d'exécution et le montant des travaux.
 - Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

Ne seront pas admis :

- Les candidatures reçues hors délais ;
- Les candidats qui se trouveraient en situation d'interdiction de soumissionner au regard des articles L 2141-1 à L 2141-11 du code de la commande publique,
- Les candidatures qui ne présenteraient pas de garanties techniques et financières satisfaisantes et suffisantes, correspondant à l'ampleur des travaux à exécuter.
- Les candidats qui ne pourraient pas produire, dans le délai imparti, les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications qui leurs seraient réclamés,

4.2.6. - Examen des offres

Les offres feront l'objet d'une analyse et d'un premier classement provisoire, en application des critères explicités par le présent règlement de la consultation.

4.2.7. – Négociations

Une première phase de négociation sera engagée avec l'ensemble des candidats en vue de permettre à la maîtrise d'ouvrage de s'assurer de la parfaite conformité des offres par rapport aux attentes exprimées par le dossier de consultation. A cette occasion, les entreprises pourront être amenées à rectifier ou à compléter leurs offres, y compris tarifaires. Ces offres feront l'objet d'une analyse et d'un premier classement provisoire, en application des critères explicités par le règlement de la consultation.

La maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité d'engager ensuite une négociation avec les 3 candidats dont les offres auront été positionnées en tête de ce classement provisoire, sauf si le nombre de candidats est inférieur. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de cette offre sans pour autant que les caractéristiques et les conditions d'exécution initiales du marché, telles que définies dans le dossier de consultation, ne soient substantiellement modifiées. Il est précisé qu'en aucun cas l'entreprise ne pourra modifier des quantités ou des prestations en l'absence de demande explicite de la maîtrise d'œuvre.

Il est toutefois précisé, en application de l'article R 2123-5 du code de la commande publique, que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché uniquement sur la base des offres initiales, sans négociation préalable.

4.2.8. – Remise des offres négociées

Au terme de la négociation, si celle-ci a lieu, les candidats seront invités à produire une nouvelle offre pour une date limite de remise commune qui sera communiquée aux candidats admis à négocier.

4.2.9. - Le choix de l'attributaire du marché

Le classement définitif des offres sera établi en application des critères de jugement des offres définis par le présent règlement de la consultation. Ce choix sera suivi, si nécessaire, de la mise au point des marchés avant attribution.

4.3. VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres par les candidats. Dans le cas où une négociation serait engagée, le délai de validité des offres de 120 jours serait applicable à compter de la date limite de réception des offres définitives des candidats.

5. ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

5.1. CONDITIONS GENERALES DE TRANSMISSION DES OFFRES

Les candidats remettront obligatoirement leur offre par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur de la collectivité (<https://www.megalis.bretagne.bzh>) au plus tard à la date et à l'heure indiquées dans le présent règlement de la consultation. Tout retard entraînera l'élimination du candidat.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée. Les candidats peuvent toutefois transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique de leur offre. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ».

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : «.doc, .zip, .html, xls, .pdf, .jpeg, .dwg, .txt, .dxf».

Les candidats sont invités à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les «.exe », «.bat » ;
- Ne pas utiliser certains outils tels que les « macros ».

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique, le cas échéant, sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Mention concernant les envois volumineux :

Les dates et heures limites de dépôt indiquées sur le présent règlement sont strictes. Les documents devront être reçus sur la plateforme avant la date et l'heure limite de la consultation. La durée d'envoi des documents étant fonction du débit de l'accès internet et de la taille des documents à transmettre, il est recommandé aux candidats de ne pas attendre les dernières minutes pour envoyer leurs plis.

Il est fortement conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

5.2. LANGUE

Les documents fournis par le candidat en réponse à la présente consultation seront rédigés en langue française.

5.3. UNITE MONETAIRE

L'unité monétaire retenue par le maître d'ouvrage est l'EURO.

5.4. SIGNATURE

Pour tous documents pour lesquels une signature du candidat est exigée, la signature devra émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est soit :

- le représentant légal du candidat
- toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir établie par le représentant légal du candidat

Le candidat n'est pas dans l'obligation de signer son offre préalablement à son dépôt sur le profil d'acheteur de la collectivité, mais le dépôt de cette offre engage néanmoins celui-ci à exécuter ce contrat dans le respect des prescriptions du dossier de consultation. La signature de l'offre, éventuellement ajustée au terme d'une négociation, interviendra au plus tard préalablement à l'attribution du marché.

6. ARTICLE 6 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1. PRESENTATION DES CANDIDATURES

Les candidats sont encouragés à utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) version du 01/04/2019, ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ils exposeront, en outre, les éléments indiqués ci-dessous :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus par le code de la commande publique et par l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :
 - Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner au regard des articles L 2141-1 à L 2141-11 du code de la commande publique ;
 - Une copie du ou des jugements prononcés lorsque le candidat est en situation de redressement judiciaire ;
 - Le nom et la qualité du signataire et, pour les sociétés, l'attestation relative aux pouvoirs du signataire habilité à engager l'entreprise, s'il n'est pas un dirigeant de droit,
 - La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - Les attestations d'assurances (responsabilité civile et garantie décennale).
- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
 - Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
 - Une liste de travaux exécutés au cours des cinq dernières années dans le cadre d'opérations de même nature ou de nature équivalente à celle faisant l'objet de la présente consultation, en précisant l'objet, le lieu d'exécution et le montant des travaux.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui sont exigés pour sa propre candidature par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les candidats sur le point d'être retenus communiqueront impérativement et dans un délai maximum de 7 jours calendaires à compter de la formulation de la demande, sous peine d'élimination, l'ensemble des pièces énumérées ci-après, si celle-ci n'ont pas été jointes au dossier de candidature initial :

- Les certificats délivrés par l'administration fiscale concernant les déclarations et le paiement des impôts et taxes dues par le candidat ;
- L'attestation mentionnée à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale certifiant que le candidat est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-1 du code de la sécurité sociale ;
- L'attestation délivrée par les caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries ;
- Un extrait du registre d'immatriculation, tel qu'un extrait K, un extrait K bis ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ? Pour les sociétés en cours de création, le candidat remettra le récépissé du dépôt de déclaration de l'entreprise ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés, prévus par l'article D 8254-2 du code du travail avec les mentions obligatoires imposées par cet article, ou une attestation sur l'honneur de non-emploi de salariés étrangers.
- Pour les entreprises situées à l'étranger, les documents prévus par les articles R 126312 et D8222-7 du code du travail.

NB : la DGFIP et l'URSSAF proposent un service en ligne sécurisé pour obtenir ces certificats et attestations. Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA peuvent obtenir, de manière dématérialisée, l'attestation fiscale depuis leur compte fiscal professionnel, accessible depuis le site <http://www.impots.gouv.fr/>. Toutes les entreprises, hors entreprises sans salarié relevant du Régime Social des Indépendants (RSI), peuvent obtenir, de manière dématérialisée, le certificat social délivré par l'URSSAF à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr/>.

6.2. PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats présenteront une offre comprenant les pièces suivantes :

- 1) L'Acte d'Engagement
- 2) Le C.C.A.P.
- 3) Le CCTP
- 4) Le tableau de décomposition du prix global et forfaitaire
- 5) Un mémoire explicatif qui aura pour objet de présenter les dispositions que le candidat s'engage à adopter pour assurer l'exécution des travaux. Ce mémoire technique permettra au pouvoir adjudicateur de juger la valeur technique de l'offre, en application du présent règlement de la consultation. Ce mémoire technique devra

donc s'attacher à fournir toutes les informations utiles, explicitant l'offre au regard des sous-critères définis ci-après.

7. ARTICLE 7 - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Les critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sont classés et pondérés de la manière suivante :

- **Prix des prestations :** **80 points**
 - Note du candidat = (Prix le plus bas / Prix proposé par le candidat) x 80
- **Valeur technique de l'offre :** **20 points**
 - **Sous-critère : Méthodologie et moyens affectés au chantier :** **(/12 points)**
 - **Méthodologie : Description de la méthodologie d'exécution des tâches dans le cadre du chantier (/4 points)**
 - Méthodologie d'exécution détaillée par tâche, et adaptée au chantier lorsque nécessaire : **4 points**
 - Description générale de l'intervention, sans références particulières au site ou au projet : **2 points**
 - Aucune indication : **0 point**
 - **Caractéristiques des fournitures et produits mis en œuvre pour la réalisation des travaux (/4 points)**
 - Identification des principales fournitures et production des fiches descriptives / techniques des éléments dont la mise en œuvre est proposée **4 points**
 - Les principales fournitures sont identifiées et nommées, mais les fiches descriptives et/ou techniques ne sont pas produites pour les principales fournitures **2 points**
 - Aucune indication **0 point**
 - **Moyens humains affectés au chantier (/2 points) :**
 - Les effectifs affectés au chantier et les effectifs totaux de l'entreprise sont précisés. Le dossier précise le niveau de qualification du personnel **2 points**
 - Description des moyens humains de l'entreprise, sans référence au chantier **1 point**

- Aucune indication **0 points**
- Moyens matériels affectés au chantier (**/2 points**)
 - Les moyens matériels affectés au chantier et les moyens matériels de l'entreprise sont précisés **2 points**
 - Description des moyens matériels de l'entreprise, sans référence au chantier **1 point**
 - Aucune indication **0 point**
- **Sous-critère : Programmation de l'exécution des travaux (/4 points) :**
 - Production d'un calendrier prévisionnel détaillé par tâche, respectant les délais d'intervention fixés par la MOE, et validation du calendrier joint au DCE **4 points**
 - Production du calendrier joint au DCE approuvé, ou indication d'un délai d'intervention global pour le lot **2 points**
 - Ni production de calendrier détaillé par tâche, ni production du calendrier joint au DCE visé ou de communication d'un délai d'intervention pour le lot : **0 point**
- **Sous-critère : Gestion des impacts du chantier (/4 points) :**
 - Dispositions prises pour assurer la sécurité du personnel sur le chantier : formation, protection, EPI, PPSPS... (**/2 points**) :
 - Liste des moyens de sécurité avec détail par tâche : **2 points**
 - Liste des moyens affectés au chantier sans détail par tâche : **1 point**
 - Aucune indication : **0 point**
 - Dispositions prises pour assurer la préservation de l'environnement du chantier : propreté des chaussées, limitation des nuisances sonores ou visuelles, des envols de déchets ... (**/2 points**)
 - Liste de dispositions pour limiter les nuisances par tâche : **2 points**
 - Liste de dispositions pour limiter les nuisances sans détail par tâche : **1 point**
 - Aucune indication : **0 point**

8. ARTICLE 8 - DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

La date limite de remise des offres est précisée en tête du présent règlement de la consultation, et dans l'avis de marché. Tout retard entraînera le rejet de l'offre.

9. ARTICLE 9 – MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours francs avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Dans ce cas, les candidats devront tenir compte des modifications dans leur offre sans pouvoir élever aucune contestation à ce sujet.

10. ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande de renseignement complémentaire nécessaire au candidat pour produire son offre est à formuler, par voie écrite, sur le profil d'acheteur de la collectivité, <https://www.megalis.bretagne.bzh>, au plus tard **8 jours avant la date et l'heure limite de réception des offres**.

Une réponse sera adressée, si nécessaire, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification dans un délai raisonnable avant la date limite de réception des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur.

11. ARTICLE 11 – PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif

Adresse : 3, contour de La Motte - CS 44416 – 35 044 RENNES cedex

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

* Avant la conclusion du marché (référé précontractuel) : article L551-1 du Code de Justice Administrative ;

* Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (autres recours) : article R421-3 du Code de Justice Administrative.